

Archiver en Belgique – 1er décembre 2025

Résumé – Débat sur les archives et la société

Ce débat sur « Archives et société » a été modéré par Nico Wouters, directeur du CegeSoma. La discussion est organisée autour de trois grands axes : la participation et le pluralisme, le rôle sociétal de l'archiviste, la recherche de soutien politique et financier. Wouters commence par une réflexion sur l'évolution de la relation entre archives et société, mouvement déjà mis en avant dans les interventions précédentes.

Les institutions archivistiques sont confrontées à un élargissement de leur mission : non seulement conserver, mais aussi contextualiser, rendre accessible, collaborer avec des groupes divers et créer de la valeur sociétale. Cet élargissement se heurte toutefois à un manque structurel de soutien politique et financier, surtout au niveau fédéral.

1. Pluralisme et participation

Geerd De Ceulaerde souligne que le pluralisme n'est pas un choix mais une réalité. La pluralité ne doit pas devenir une tâche supplémentaire : elle doit faire partie de l'ADN de l'institution. Il ne s'agit pas d'inclusion symbolique (« inclusion-checkbox ») mais de coparticipation et de reconnaissance de perspectives diverses dans toutes les missions essentielles de l'archiviste.

Ornella Rovetta illustre cela à travers le projet « Résolution Métis », issu d'une résolution du Parlement belge visant à étudier l'histoire des Métis durant la période coloniale. Le projet montre comment politique, pratiques archivistiques et travail communautaire sont étroitement liés ; combien ces dossiers sont sensibles par leur lien avec traumatismes, violence et inégalités ; comment les groupes concernés ont joué un rôle actif ; que les archives ne sont pas des espaces neutres, mais ont un impact sur la formation de l'identité et les processus de réparation ; comment la confiance et la sensibilité sont essentielles pour reconnaître et corriger des inégalités historiques.

Rovetta explique qu'il faut sans cesse trouver un équilibre entre les attentes des communautés concernées, les obligations légales de l'institution, l'objectivité scientifique et le contexte politique. Le projet travaille pour cela avec plusieurs comités (scientifique, stratégique, coordination avec les associations).

Florian Delabie ajoute que la pluralité peut également être atteinte par une complémentarité entre services d'archives.

2. Rôle sociétal de l'archiviste

À une époque de désinformation, théories du complot et populisme croissant, le rôle démocratique des archives devient plus urgent. Jessica Jacobs insiste sur l'importance de principes archivistiques tels que l'authenticité, l'intégrité et l'accessibilité, combinés à des actions de médiation pour augmenter l'adhésion.

Florian Delabie met en avant la nécessité de capter de nouveaux supports d'information — tels que WhatsApp, SMS et chats — qui servent de plus en plus de canaux de décision. Sans cela, des pans entiers d'information numérique risquent d'être perdus, créant des angles morts démocratiques. Lui et d'autres soulignent que les archivistes ont un poids politique considérable (« qui contrôle les archives contrôle l'historiographie future »), qu'ils le veuillent ou non.

La question se pose de savoir si les archivistes doivent devenir des activistes. De Ceulaerde juge le terme délicat, mais reconnaît une responsabilité sociale. Les archives sont des acteurs du pouvoir et, de ce fait, jamais neutres. Selon lui, l'impartialité signifie être conscient des structures au sein desquelles on travaille et à signaler les abus. Il donne des exemples concrets, comme la documentation des discriminations dans les archives communales ou la sauvegarde des données environnementales.

3. Soutien, ressources et travail de plaidoyer

Le manque chronique de moyens constitue un défi majeur pour le secteur archivistique. Les intervenants approfondissent la question de la manière dont le secteur peut se renforcer en matière de visibilité, de moyens et d'influence stratégique.

Florian Delabie souligne que les archives doivent avant tout gagner en visibilité, professionnaliser davantage leur lobbying et démontrer plus clairement comment elles soutiennent les organisations, notamment dans les domaines de la gouvernance des données et de la cybersécurité. Il évoque la campagne de sensibilisation d'Aksoni (Association des archivistes francophones de Belgique), qui met l'accent non pas sur le contenu des archives, mais sur le savoir-faire et l'expertise des archivistes. Ces atouts doivent être valorisés pour faire prendre conscience aux acteurs de la société de l'importance du secteur archivistique. Il est essentiel de mettre en avant les connaissances et la valeur ajoutée des archivistes. « Nous sommes des professionnels qui pouvons aider les producteurs d'archives ».

Jessica Jacobs insiste sur la collaboration, la professionnalisation et la formation, ainsi que sur l'importance d'associations fortes comme la VVBAD pour porter la voix du secteur. Suivant Geerd De Ceulaerde, le problème fondamental réside moins dans le manque de d'adhésion que dans un manque de pertinence aux yeux du public. Les institutions

archivistiques doivent sortir de l'ombre, se réinventer et démontrer plus clairement le rôle sociétal qu'ils remplissent.

4. Priorités finales

- Ornella Rovetta : les archives comme espaces de dialogue avec la société.
- Jessica Jacobs : la nécessité d'un ministre de l'information, une professionnalisation et la formation.
- Geerd De Ceulaerde : repenser le discours archivistique et un renforcement collectif du secteur.
- Florian Delabie : collaboration et lutte contre la perte de données numériques.

5. En résumé

Le secteur veut devenir plus pertinent, plus pluraliste et plus numérique, et mieux équipé pour assumer son rôle démocratique.